



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2005 B 01598

Numéro SIREN : 480 307 131

Nom ou dénomination : BDO FRANCE - Léger et associés

Ce dépôt a été enregistré le 06/03/2013 sous le numéro de dépôt 22694



1302271302

DATE DEPOT : 2013-03-07

NUMERO DE DEPOT : 2013R022694

N° GESTION : 2005B01598

N° SIREN : 480307131

DENOMINATION : BDO FRANCE - Léger et associés

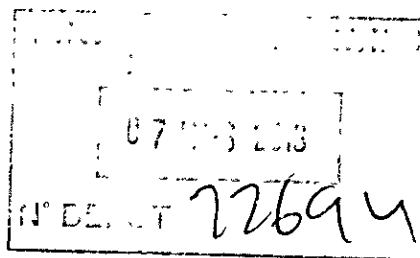
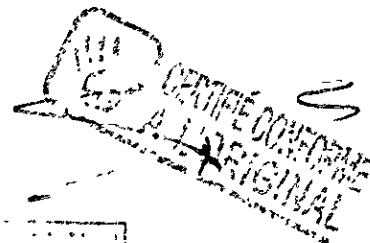
ADRESSE : 113 rue de l Université 75007 Paris

DATE D'ACTE : 2012/12/31

TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR

NATURE D'ACTE :

BDO France - Léger et Associés
Société à Responsabilité Limitée
d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Au capital de 50.000 €
113 rue de l'Université
75007 PARIS



OSB 1598

STATUTS

A jour au 31 décembre 2012

Le soussigné :

Monsieur **Michel Léger**, né le 18 février 1947 à Paris (75017) de nationalité française, demeurant 12 bis route de Marly 78430 LOUVECIENNES, Expert comptable et Commissaire aux comptes,

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

ARTICLE PREMIER - FORME

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par le livre II du Code de commerce et l'ordonnance du 19 septembre 1945 et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La dénomination est : BDO France - Léger et Associés

Le sigle est : BDO France - Léger & Associés

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet l'exercice des missions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al. 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à PARIS (75007), 113 rue de l'Université.

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la société est fixée à 99 (quatre vingt dix neuf) années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues par la loi et aux présents statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Monsieur Michel Léger apporte à la société une somme en espèces de 50.000 (cinquante mille) €. Cette somme sera déposée à la Société Générale, située 91 avenue de Wagram 75017 Paris à un compte ouvert au nom de la société en formation.

Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL – REPARTITION DES PARTS

Le capital social est fixé à la somme de 50.000 (cinquante mille) €, divisé en 50 000 (cinquante mille) parts sociales de 1 (un) € chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité et réparties comme suit :

- BDO France	: 49595 parts
- Monsieur Michel Léger	: 100 parts
- Monsieur Patrick Giffaux	: 100 parts
- Monsieur Alain Frydlender	: 100 parts
- Monsieur Frédéric Gasnier	: 100 parts
- Madame Stéphanie Laffite	: 1 part
- Monsieur Eric Picarle	: 1 part
- Monsieur Fabrice Chaffois	: 1 part
- Madame Iris Dekkiche	: 1 part
- Monsieur Frédéric Léger	: 1 part

Total égal au nombre de parts

Composant le capital social : 50 000 (cinquante mille).

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. La liste des associés sera également communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

ARTICLE 8 – AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotité de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

ARTICLE 9 – TRANSMISSION DES PARTS

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit :

- d'un tiers
- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

ARTICLE 10 – EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITÉ ET DÉMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITÉ DES ASSOCIÉS

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités.

La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

ARTICLE 13 – GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits à l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes et nommés, pour une durée illimitée, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut renoncer à ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés pris à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe et/ou proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 14 – DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts, et ordinaires dans les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant il peut être établi une feuille de présence. Dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 15 – MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis.

Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article L. 223-28 du Code de commerce.

ARTICLE 16 – ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre.

ARTICLE 17 - AFFECTATION DES RÉSULTATS ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

ARTICLE 18 - NOMINATION DU PREMIER GÉRANT

Le premier gérant de la société, nommé sans limitation de durée est :

Monsieur Michel Léger, né le 18 février 1947 à Paris (75017), demeurant 12 bis route de Marly 78430 LOUVECIENNES.

Le gérant ainsi nommé est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

**ARTICLE 19 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE -
IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS -
ENGAGEMENTS DE LA PÉRIODE DE FORMATION**

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription au tableau de l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 20 -PUBLICITÉ – POUVOIRS

Les formalités d'inscription et de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance.

FAIT A PARIS
LE 20 DECEMBRE 2004
En six originaux

Mis à jour au 31 décembre 2012

Mr Michel Léger

Mr Alain Frydlender

Mr Patrick Giffaux

Mr Frédéric Gasnier

La société BDO France

Mme Iris Dekkiche

Représentée par Mr Léger

Mme Stéphanie Laffite

Mr Fabrice Chaffois

Mr Eric Picarle

Mr Frédéric Léger



1302271301

DATE DEPOT : 2013-03-07

NUMERO DE DEPOT : 2013R022694

N° GESTION : 2005B01598

N° SIREN : 480307131

DENOMINATION : BDO FRANCE - Léger et associés

ADRESSE : 113 rue de l Université 75007 Paris

DATE D'ACTE : 2012/12/31

TYPE D'ACTE : ACTE SOUS SEING PRIVE

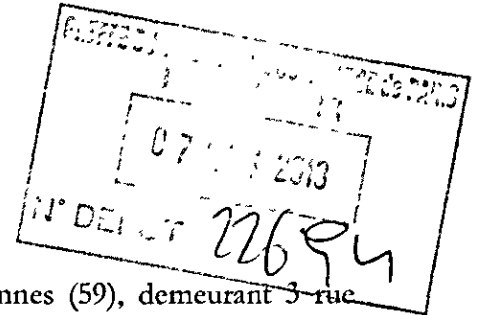
NATURE D'ACTE : CESSION DE PARTS

MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)

AD 3112 12 BH, ST
06 —

ACTE DE CESSIION DE PARTS SOCIALES

SB 1598



Entre les soussignés :

Monsieur Vincent **BAILLOT**, né le 15 octobre 1949 à Valenciennes (59), demeurant 3 rue Conturier à La Celle Saint Cloud (78170), de nationalité française, marié à Madame Anne-Carole **BAILLOT**, née **CHATEAU**, le 11 Mai 1974 à Locon (Pas-de-Calais) sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts

Ci-après désigné « le Cédant »

De première part,

ET :

La société « **BDO France** », société par actions simplifiée dont le siège social est situé 113 rue de l'Université 75007 PARIS, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 500 492 004,

Représentée par Monsieur Michel **LEGER**, agissant en qualité de Président de ladite société,

Ci-après désignée « le Cessionnaire »

De seconde part,

Enregistré à : **S I F PARIS 7EME ARRONDISSEMENT**

Le 15/02/2013 Bordereau n°2013/206 Case n°5

Ext 521

Enregistrement : 25 € Pénalités :

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

Le Contrôleur principal des finances publiques

Dauphin

MICHEL LEGER

Président

14 8

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La société BDO FRANCE - Léger & Associés est une Société à Responsabilité Limitée, ayant son siège social 113 rue de l'Université 75007 PARIS, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 480 307 131 depuis le 27 janvier 2005.

Son capital social s'élève à 50.000 €, divisé en 50 000 parts sociales d'une valeur nominale de 1 € chacune, intégralement libérées et réparties comme suit :

- BDO France	: 49495 parts
- Monsieur Michel Léger	: 100 parts
- Monsieur Patrick Giffaux	: 100 parts
- Monsieur Alain Frydlender	: 100 parts
- Monsieur Frédéric Gasnier	: 100 parts
- Monsieur Vincent Baillot	: 100 parts
- Madame Stéphanie Laffite	: 1 part
- Monsieur Eric Picarle	: 1 part
- Monsieur Fabrice Chaffois	: 1 part
- Madame Iris Dekkiche	: 1 part
- Monsieur Frédéric Léger	: 1 part

Total égal au nombre de parts

Composant le capital social : 50 000 (cinquante mille).

Elle a pour objet l'exercice de la profession d'expert comptable et de commissaire aux comptes.

CECI EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts que le Cédant possède dans cette société résultent de l'acquisition qu'il en a faite au cours de la vie sociale.

CESSION

Le Cédant cède et transporte par les présentes, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, au Cessionnaire qui accepte, les 100 (cent) parts sociales lui appartenant dans la SARL BDO FRANCE - Léger et Associés.

Le Cessionnaire sera propriétaire des parts sociales cédées à compter de ce jour, et aura seul droit à la fraction des bénéfices de l'exercice en cours revenant auxdites parts sociales ; il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre et leur propriété résulte seulement des statuts et des actes qui ont pu les modifier.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 6 452 (six mille quatre cent cinquante deux) euros, que le Cédant reconnaît avoir reçu du Cessionnaire, ce dont il lui consent bonne et valable quittance sans aucune réserve.

Dont quittance

DISPENSE D'AGREMENT

Conformément à l'article 9 des statuts, la présente cession est libre puisqu'elle intervient entre associés, et n'a donc pas à faire l'objet d'un agrément des associés.

MODIFICATION DES STATUTS

Du fait de la présente cession, le capital social sera désormais réparti comme suit :

- BDO France	: 49595 parts
- Monsieur Michel Léger	: 100 parts
- Monsieur Patrick Giffaux	: 100 parts
- Monsieur Alain Frydlender	: 100 parts
- Monsieur Frédéric Gasnier	: 100 parts
- Madame Stéphanie Laffite	: 1 part
- Monsieur Eric Picarle	: 1 part
- Monsieur Fabrice Chaffois	: 1 part
- Madame Iris Dekkiche	: 1 part
- Monsieur Frédéric Léger	: 1 part

Total égal au nombre de parts

Composant le capital social : 50 000 (cinquante mille).

DECLARATIONS POUR L'ENREGISTREMENT

Pour la perception des droits d'enregistrement, le Cédant atteste que les parts sociales, objet de la présente cession, représentent un apport en numéraire et que la société est soumise à l'impôt sur les sociétés.

Il déclare en outre, que la présente cession n'entraîne pas de dissolution de la société et que les parts sociales cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers.

SIGNIFICATION

La présente cession sera signifiée à la société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil. Toutefois, la signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

FORMALITES - POUVOIRS

Après enregistrement et signification à la société, la présente cession de parts sociales sera déposée au greffe du Tribunal de Commerce de PARIS.

FRAIS

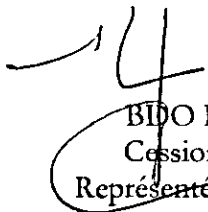
Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le Cessionnaire, qui s'y oblige.

Fait à Paris

Le 31 décembre 2012

en 5 exemplaires (un pour chaque partie, un pour l'enregistrement, un pour le greffe, un pour le siège social)


Vincent BAILLOT
Cédant


BDO France
Cessionnaire
Représentée par Mr Léger